

L'HISTOIRE TERRORISEE

Pour agir ou réagir collectivement, un peuple a besoin de comprendre son histoire, et ce qui lui arrive. Le but des attentats « aveugles » est d'annuler cette capacité par le poison du doute. Tout comme les « coups tordus », dont les services français se firent une spécialité durant les conflits coloniaux, visaient à amener l'adversaire à se déchirer lui-même.

Ils réussirent si bien en Algérie qu'ils parvinrent à rendre indicible une bonne part de l'histoire de l'indépendance algérienne. C'est sur ce terrain miné, cette mémoire tétanisée que prospère aujourd'hui une guerre civile sans nom. Son objectif : interdire à la population de se coaliser, pour la démocratie et contre l'obscurantisme.

En France, on est d'autant plus gêné que l'on n'est pas pour rien dans cette histoire terrorisée, et que l'on sait comme il sera difficile de la recoudre.

A leur façon, les grandes manœuvres mercenaires dans le Congo des années soixante ont procédé au même type d'aliénation : les Congolais avaient Lumumba, les « affreux » leur ont imposé Mobutu, pour plus d'un tiers de siècle. Un Mobutu qui, à la terreur réelle de ses milices, a ajouté le pouvoir dissolvant d'une corruption quasi universelle.

Le recours aux mercenaires est bien pratique quand on veut faire durer une guerre civile, au point, ensuite, de faire accepter à un peuple n'importe quel type de paix, fût-elle tyrannique ou dominée. L'ex-PDG d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, l'a reconnu : la Françafrique a pu, grâce à ses nombreuses tentacules, soutenir en Angola les deux parties d'un interminable et terrible conflit. Un genre de Realpolitik beaucoup plus fréquent qu'on ne pense chez les 5 membres permanents du Conseil de sécurité - qui, dans le même temps, multiplient les missions de médiation et de « bons offices ».

De ce point de vue, une multinationale mercenaire comme Executive Outcomes (EXO) franchit un nouveau palier : elle privatise une guerre tous azimuts, en intégrant la fourniture des armes et la gestion du butin. EXO peut, par exemple, faire attaquer des champs pétroliers angolais par des « rebelles » sous contrôle, pour mieux montrer au gouvernement angolais son efficacité à protéger les puits : on fait alors payer très cher cette protection ; on peut même proposer d'assurer l'exploitation pétrolière ! Ce n'est pas un problème de fournir armes et mercenaires aux deux parties d'un conflit (au Zaïre ?), les recrues sachant ce qui les attend : l'argent, mais surtout pas l'honneur de se battre pour un peuple ou un pays.

Bien sûr, l'OUA condamne de telles pratiques. Mais un tiers au moins de ses Etats membres sont en affaires avec cette supermafia !

On pourrait penser que les mercenaires enrôlés par une grande ou moyenne puissance (la France, par exemple) servent, du moins, la stratégie d'un Etat reconnu, ayant pignon sur rue. C'est oublier qu'en Afrique, cette stratégie s'est depuis longtemps décomposée en une multiplicité d'intérêts privés, souvent sordides.

En dépêchant au Zaïre une cohorte de mercenaires et leur armement meurtrier, on veut une fois de plus empêcher un peuple d'entrer dans sa propre histoire, on obstrue encore, par une terreur étrangère, l'accouchement d'une perspective politique.

L'Elysée le sait, puisqu'il cherche vainement à cacher la honte de cette guerre par procuration. Français, encore un effort pour savoir ce qui se commet en votre nom, et refuser de partager cette honte !

SALVES

Guerre par procuration

Parmi le millier de mercenaires engagés par Mobutu pour reconquérir l'est du Zaïre, on trouve un certain nombre d'Africains, dont certains recrutés par les satellites d'*Executive Outcomes* (cf. *A fleur de presse* et *Billets* n° 42).

Mais les plus voyants sont les 280 Européens commandés par le colonel belge Christian Tavernier. Celui-ci, comme Bob Denard, est un multirécidiviste des guerres par procuration. Voici déjà un tiers de siècle, tous deux ont sévi dans l'ex-Congo belge contre le gouvernement de Patrice Lumumba. Ensemble, ils collaborèrent à une revue pour mercenaires : *Fire*.

En juin 1996, Christian Tavernier a été reçu à l'Elysée par Fernand Wibaux - bras droit du « commandeur » de la Françafrique, Jacques Foccart. Selon un diplomate français, « compte tenu des liens qui existent depuis trente ans entre Denard et Foccart, il est inconcevable que Foccart n'ait pas été, au moins, informé du contrat de Tavernier [au Zaïre] [...]. Comme Denard n'est plus opérationnel depuis la débâcle des Comores, un Belge a pris la tête du groupe qu'il aurait autrement commandé ».

Alain Le Carro et Robert Montoya, deux anciens gendarmes de l'Elysée désignés par *Le Monde* (08/01/1997) comme les chefs de ce groupe, auraient plutôt joué les recruteurs (dans le vivier de Bob Denard) ou servi de leurres. Ce ne sont pas des marginaux : la société de Le Carro a assuré la sécurité du récent Sommet franco-africain d'Ouagadougou, et Montoya, spécialiste des écoutes téléphoniques, vient d'en brancher 300 pour le compte d'Eyadema (*Billets* n° 40). Il représente à Lomé *Executive Outcomes*...

L'état-major des mercenaires, arrivé le 3 janvier à Kisangani, est composé à 80 % d'« instructeurs » français. Dans le tout venant de la « légion blanche », on compte aussi nombre de baroudeurs français. Chez les décideurs parisiens, par ailleurs, on admet la présence (« plus que probable ») d'agents de la DGSE à l'est du Zaïre (*Libération*, 7, 8 et 24/01/1997).

En plus de ces clandestins ou officieux, des militaires français officiels ont été observés à Kisangani : des parachutistes des CRAP (commandos de recherche et d'action en profondeur).

Mobutu, replié en France, est en contact téléphonique permanent avec son vieux complice Foccart. Voilà qui est donc transparent : au Zaïre, la Françafrique surenchérit dans la guerre civile. Ce n'est pas le général Mahele, choisi par l'Elysée pour diriger l'état-major zaïrois, qui s'y opposera. Il est d'ailleurs entouré de « coopérants » français.

« Aucune autorité française ne doit être mêlée à cette affaire de mercenaires pour le Zaïre », fait savoir l'Elysée (*Le Canard enchaîné*, 31/12/1996). Complaisamment distillées, ces « consignes très strictes » ne trompent plus grand monde. En 1967, Jacques Foccart était, après De Gaulle, l'homme le plus influent de la V^e République : il commanda le soutien massif de la France à la sécession biafraise, par mercenaires interposés (voir notre Supplément). Or, Foccart en impose plus à Chirac qu'à De Gaulle (cf. *Billets* n° 35).

Il y a « autorité » et autorité : celle des organes officiels de la République¹ ; celle des hommes de l'ombre d'une monarchie élyséenne décadente, qui tient l'Afrique francophone pour son « domaine réservé » - comme jadis le roi des Belges possédait le Congo. Prince de l'ombre, Jacques Foccart fait figure de Deng Xiaoping du néogaullisme.

Au Zaïre, Paris s'allierait volontiers à Pékin (par ailleurs très courtisé). Une forte délégation militaire chinoise s'est rendue à Kinshasa le 8 janvier. A Kisangani, base de la contre-offensive mobutiste, des coopérants militaires chinois ont formé une brigade d'intervention. (*Afrique-Express*, 13/01/1997).

1. Dont le Parlement qui, à propos de cette nouvelle guerre secrète de l'Elysée, sombre dans le mutisme. Quant au ministère des Affaires étrangères, il déclarait le 7 janvier ne pas être « *informé de la présence de mercenaires français dans la région* ». C'est avouer que de telles affaires lui sont complètement étrangères : il est doublement *out of Africa* - tant au plan du renseignement que de la décision. Le ministère de la Défense précise, lui, que « *ce recrutement de mercenaires relève d'initiatives individuelles et privées qui s'exercent hors du cadre militaire traditionnel* ». Il confirme ainsi la « *privatisation* » et le caractère « *hors cadre* » de la politique franco-africaine.

Images

Même discret, l'axe Elysée-Gbadolite (le Versailles de Mobutu) vaut bien quelques ravalements d'images.

Au long de sa carrière, Mobutu a beaucoup misé en ce domaine : royales réceptions de tous ceux qui, aux Etats-Unis, en Belgique et en France, pouvaient influencer l'opinion, cadeaux somptueux, prestations de lobbyistes très influents, publication de panegyriques¹, de publi-reportages inavoués, etc. A la fin de son mandat, le président américain Jimmy Carter avouait la raison de son impuissance face à Mobutu : celui-ci avait acheté toute son administration (la part, du moins, qui pouvait gêner le *business* du maréchal).

Mobutu lui-même n'est plus ce qu'il était, mais il importe de rendre à nouveau présentable ce mobutisme pour lequel on fait la guerre. L'image de l'ambassadeur zaïrois Ramazani Baya traversant Menton à tombeau ouvert pour rejoindre au plus vite le maréchal, et écrasant deux enfants au passage, continuait de soulever quelques émotions dans l'opinion et les rédactions - les parents ne se résignant pas à l'immunité du diplomate (*cf. Billets n° 42*).

On a donc mis en scène un sacrifice à panache (comme celui de Dlimi dans l'affaire Ben Barka, protégeant Hassan II) : l'ambassadeur est revenu se mettre à la disposition de la justice française. Officiant : M^e Francis Szpiner, ex-avocat de Bokassa, très introduit tant à l'Elysée qu'à Gbadolite - au point de se poser en dauphin de M^e Jacques Vergès sur le créneau franco-africain. Accessoirement, M^e Szpiner est l'avocat de Robert Montoya, l'ex-gendarme susnommé.

Pour ceux par ailleurs que l'image des « affreux » mercenaires continuerait de rebuter, la campagne de réhabilitation de Bob Denard en « corsaire de la République » va bon train. Très télégénique, un rien sentimental, l'oncle Bob charme ses auditeurs par le récit de ses aventures africaines au service du drapeau tricolore. Un Guillaume Durand, sur *LCI* (26/12/1996), en redemande.

Il n'est pas interdit, au passage, de diaboliser l'ennemi de la « légion blanche » : une rébellion au service de l'impérialisme tutsi (c'est reparti comme en 1990), dirigée par un Kabila prospère (il a toujours su financer ses combats), qui, en 1965, déplut à Che Guevara venu exporter la révolution au Congo... Les *Mémoires* du Che mis au service de la propagande néocoloniale, il fallait le faire ! (*Libération*, 07/01/1997).

1. Jean-Louis Remilleux osa ainsi intituler *Dignité pour l'Afrique* son livre d'entretiens avec Mobutu (Albin Michel, 1990).

Action psychologique

Les temps devenant difficiles, le lobby militaire réactive les bonnes vieilles méthodes. Déjà, l'ex-Directeur de la DGSE Claude Silberzahn nous avait expliqué, dans *Au cœur du secret*¹, comment circonvenir chercheurs et journalistes.

Concurrente de la DGSE, la DRM (Direction du renseignement militaire) vient de créer un « *Bureau d'action psychologique* » (ceux qui ont connu la guerre d'Algérie sont priés de ne pas cauchemarder), placé sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées.

Ce BAP vient de faire un test de désinformation grandeur nature. Il a emmené une douzaine de journalistes en Guyane, pour les convaincre du risque d'invasion migratoire de ce beau département cerné de pauvres. Succès : les articles issus de ce voyage ont dépassé les espérances. Les techniques du BAP sont mûres pour l'Afrique centrale.

Comme on n'est jamais trop bien couvert, la DRM a fait nommer l'un de ses colonels auprès du Premier ministre pour animer une cellule « *Arguments et dialogue* » (*Le Canard enchaîné*, 08/01/1997).

1. Fayard, 1995, p. 95-97.

Avis

A l'Elysée, le 4 janvier, Jacques Chirac se trouve face aux conséquences lamentables de 35 ans de protectorat militaire français en Centrafrique : un pays pillé et déchiré, une poussée de francophobie qui provoque la mort de deux soldats français.

Que faire ? Selon *Le Canard enchaîné* (08/01/1997), Jacques Chirac n'a guère pris conseil à Paris. Il a plutôt téléphoné à son ami gabonais Omar Bongo. Après la disparition de l'Ivoirien Houphouët, Bongo est devenu le co-doyen de la Françafrique (avec Eyadema et Mobutu), sa mamelle préférée, et la mémoire de ses coups tordus (depuis le Biafra).

« *Il faut cogner* », dit le parrain africain. Chirac engage alors les troupes françaises dans une action de représailles : pour deux Blancs tués, on fera une trentaine de morts noirs. Comme au beau temps des colonies ! Et les mutins arrêtés sont livrés aux milices adverses...

Au niveau du colonel Pélissier, responsable de la communication de l'armée française (SIRPA), la sentence de Bongo devient : « *La France est déterminée à en découdre avec les rebelles* » (*L'Humanité*, 06/01/1997). *Le Figaro* (06/01/1997) peut titrer : « *La France venge ses soldats* ».

Mentor

Lors de l'élection de juillet dernier au Niger, l'armée fit irruption dans les bureaux de vote et dans la procédure de décompte des résultats. Le score du général putschiste Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) fut multiplié au moins par 2,5 : rejeté par 80 % des votants, il fut quand même élu au premier tour¹.

Jacques Chirac félicita vivement l' élu de cette escroquerie électorale. Assistant le 7 août à l'investiture du général (boudée par la quasi totalité des chefs d'Etat africains), le ministre Godfrain eut cette envolée : « *Quand un putschiste se plie au verdict des urnes, il fait preuve d'une grande force de caractère* ».

Cinq mois plus tard, après un scrutin législatif boycotté par l'opposition, celle-ci réclamait un droit d'accès aux médias. Elle envisageait de reconduire les manifestations, comme à Belgrade. Pour ne pas connaître le sort de Milosevic, IBM a fait arrêter les

principaux chefs de l'opposition, et ressuscité pour les juger la Cour de Sûreté de l'Etat. Puis il s'est rendu au Togo, consulter un expert en réduction des aspirations démocratiques : le général-président Eyadema.

Le maître a calmé l'élève : il lui a montré les résultats d'une répression patiente, l'art de diviser l'opposition ou d'en acheter une partie. Le soutien de la Françafrique nécessite désormais de sauver les apparences. Ce que fit IBM à son retour, en relâchant les leaders de l'opposition. A suivre...

1. Cf. *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, n° 8. Tchad, Niger : *escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan. Disponible à Survie (49 F).

Flatteurs

La très peu fréquentable junte soudanaise témoigne d'une francophilie démonstrative. L'ambassadeur de France à Khartoum ponctuée de notes allègres les opportunités ainsi offertes de damer le pion aux Anglo-Saxons. Pendant ce temps, en Europe et à l'ONU, la France est l'un des derniers avocats du Soudan. Et elle continue probablement d'être son allié contre l'Ouganda.

Suspendu du Commonwealth pour la pendaison de l'écrivain Ken Saro Wiwa et de huit de ses compagnons, le Nigeria anglophone vient de décider d'introduire l'étude du français dès l'école primaire et de le promouvoir comme seconde langue officielle (*Le Canard enchaîné*, 08/01/1997). « *Personne n'est dupe*, écrit le *Journal de Genève* (03/01/1997). [...] *Le Nigeria cherche de nouvelles alliances*. [...] *Il récompense Paris qui n'a que très mollement condamné les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays* ».

Don militaire

Effet de la rigueur budgétaire, du passage à l'armée de métier et, sans doute, des déboires centrafricains : le ministre de la Défense Charles Millon a annoncé le 9 janvier une probable révision des modalités de la présence militaire française sur le continent africain (bases, dispositif de rotation des unités). « *Pour une efficacité opérationnelle identique* ». Changer pour mieux conserver. La France, dit le ministre, est « *nécessairement* » en Afrique, « *pour donner aux pays africains les moyens de stabilité et de sécurité internationaux* » (AFP).

Un don de plus en plus suspecté.

Réveils

Le 9 janvier, le président de l'UDF et ex-ministre de la Défense François Léotard, qui joua un rôle modérateur lors de l'opération Turquoise, a demandé un « *débat parlementaire sur [la] politique africaine de la France* ». Est-ce le fruit des avis de son ancien conseiller J.C. Rufin (cf. *Ils ont dit* et *Billets* n° 42) ?

Le 6 janvier, le premier secrétaire du Parti socialiste Lionel Jospin a déclaré, à propos des événements en Centrafrique : « *Il faut penser aussi aux morts africaines [...]. Je crains la montée d'un puissant sentiment antifrçais [...]. L'accord de défense [...] n'est pas un accord de police*.

L'armée française n'a pas à être transformée en [...] garde présidentielle pour le président Patassé ». Des évidences qu'on avait perdu l'habitude d'entendre chez un leader socialiste. Mais mesure-t-on ce qu'elles impliquent ?

Bons points

- Le colonel Théoneste Bagosora, orchestrateur présumé du génocide rwandais, et Fernand Nahimana, l'idéologue du *Hutu power*, ont été enfin extradés du Cameroun vers Arusha (Tanzanie), siège du Tribunal pénal international permanent pour le Rwanda (TPR). Redoutant des révélations compromettantes, la Françafrique a retardé jusqu'au bout cette extradition.

Mais le nouveau procureur du TPR, la canadienne Louise Arbour, avait tonné, parlant d'« *une situation extrêmement inquiétante* », « *intolérable* » (*Le Monde*, 7/01/1997). Paris et Yaoundé ont calé.

- L'ancien chef de l'Etat malien Amadou Toumani Touré s'est fait un nom en devenant le premier général africain à tenir sa promesse de rendre le pouvoir aux civils. Médiateur en Centrafrique, il semble y avoir (provisoirement) résolu la quadrature du cercle : il a su renouer le fil de la négociation puis jeter les bases d'un « *pacte de réconciliation nationale* » entre les mouvances militaires et politiques du pays.

La France devrait profiter de cette trêve pour s'éclipser, ou du moins renégocier publiquement une présence militaire extorquée. Sinon, la même cause (le mépris néocolonial) reproduira, en plus violents, les mêmes effets.- La Suisse envisage de bloquer les avoirs de Mobutu à son décès. Ses banques ne souhaitent pas revivre avec l'argent du maréchal le « *calvaire* » qu'elles endurent avec les avoirs des victimes juives du nazisme. (*Le Nouveau Quotidien*, Lausanne, 10/01/1997).

Fausse notes

- Le 14 novembre, le gouvernement tchadien a donné à la gendarmerie (formée par des instructeurs français) l'ordre suivant : « *Aucun voleur ne doit faire l'objet d'une procédure quelconque. En cas de flagrant délit, procéder immédiatement à son élimination physique* ». Ordre déjà exécuté à plusieurs reprises, y compris sur une femme enceinte et un élève. Ordre justifié par le chef de l'Etat, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères (Saleh Kebzabo), au prétexte d'une justice impuissante et corrompue ! (*Libération*, 10/1).

Triste évolution pour le rallié Saleh Kebzabo, qui fut l'intrépide rédacteur en chef de *N'Djaména Hebdo*.

Interrogé le 16 janvier lors du cycle de débats de Beaubourg (voir ci-dessous), le général Rigot, chef de la Mission militaire de coopération, a tout de même admis qu'un tel ordre était incompatible avec la poursuite du travail des instructeurs français...

- Le gouvernement de Sao Tome et Principe s'est équipé en Renault Laguna. Coût : deux fois le budget de l'Education nationale. Effets : crise budgétaire et gel des salaires. Sao Tome est mûr pour la zone franc... (*Afrique-Express*, 30/12/1996).

- Selon la *Dépêche internationale des Drogues* (01/1997), le pétrolier français *Total* est associé, dans l'exploitation du gaz birman, à la société MOGE, « *une des principales institutions financières servant au blanchiment de l'argent de la drogue* » pour le compte de la junte au pouvoir (le SLORC). « *Les sociétés Total et Unocal [américaine] [...] servent donc d'alibi au blanchiment de l'argent de la drogue* ».

- Et toujours : des expulsions d'étrangers inhumaines et illégales, des familles brisées. Avec un durcissement législatif en perspective : le débat au Sénat commence le 4 février...

* Le cinquième débat sur la Coopération, organisé au Centre Pompidou par l'Observatoire permanent de la Coopération française, *Coopération : la France dans l'Europe*.
Judi 27 février à 19 h. Tél. 01 44 78 44 52

ILS ONT DIT

« Si guerre il y eut [au début du septennat de Jacques Chirac, sur les objectifs et les moyens de la politique franco-africaine], elle éclata non entre anciens et modernes, mais entre les anciens et le néant. Car le clan des vertueux n'avait aucun relais. Donc aucun pouvoir ». (**Un expert** », cité par *L'Express* du 26/12/1996).

[*Sur ce conflit avorté, cf. Jacques Chirac et la Françafrique. Retour à la case Foccart ? , L'Harmattan, 1995. Disponible à Survie (40 F)*].

« En Afrique, tout a changé, sauf notre politique africaine [...] En intervenant systématiquement, on empêche la formation d'un Etat. Quand on bloque un processus démocratique, on désintègre une opposition politique. En laminant les opposants, on provoque le délitement d'un pays. Et un beau jour, on se retrouve face à des bandes armées ou des soldats mutins, comme en Centrafrique. [...] Nos dirigeants sont incapables de concevoir une Afrique qui puisse marcher toute seule.

[...] Les réseaux sont devenus tellement puissants que, pour les chercheurs, il devient de plus en plus dangereux d'aborder la question de la politique africaine de la France. Les pressions qui s'exercent sont très grandes. Et on peut dire que dans la France de 1997, il n'y a pas vraiment de liberté de parole sur ces sujets-là ». (**Jean-Christophe RUFIN**, directeur de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques, ancien conseiller de François Léotard, in *Le Nouvel Observateur* du 09/01/1997).

« [Mobutu] représente, qu'on le veuille ou non, trente-trois ans de l'histoire du Zaïre ». (**Jacques GODFRAIN**, ministre de la Coopération, cité par *Le Nouvel Afrique-Asie*, 01/1997).

[*Un charitable collègue, ministre dans le gouvernement Juppé, fait observer que « M. Godfrain aurait pu dire la même chose pour Franco,*

Mussolini et tant d'autres dictateurs ! Ses propos sont ridicules, pour ne pas dire stupides » (*ibidem*)].

« Toute personne abordant Sa Majesté impériale [Bokassa] doit saluer à six pas en effectuant une légère inclinaison de la tête en avant. [...] Les réponses aux questions de Sa Majesté doivent être : "Oui, Majesté impériale". Toutefois, on est autorisé à expliquer une situation à Sa Majesté impériale sans répondre par un "Non" brutal ». (Lettre du Premier ministre de Bokassa **Ange-Félix PATASSE**, en 1978. Citée par *Le Figaro*, 06/01/1997).

[*La démocratie selon A.F. Patassé, actuel président du Centrafrique, a-t-elle dépassé le stade du : « Oui, Bwana » ?]*.

« [Nous demandons] l'envoi d'une force militaire dans la région des Grands Lacs afin de garantir le travail des ONG ». (**Pablo IZQUIERDO**, porte-parole du Parti populaire espagnol (PPE), 19/01/1997).

[*Curieuse finalité d'une intervention militaire extérieure... Ce qui n'empêche pas d'admirer le travail accompli par nombre de volontaires dans la tourmente des Grands Lacs - travail que trois d'entre eux, membres espagnols de Médecins du monde, ont payé de leur vie*].

« Les organisations de coopération et de solidarité avec les peuples du tiers-monde ne doivent pas avoir pour objectifs de participer à la gestion de crises dont les ingrédients échappent la plupart du temps à leurs champs d'actions ou de se prononcer systématiquement sur les mesures à prendre pour en maîtriser les rebondissements. [...]

[*Les ONG belges envisagent*] la mise en place d'un "Observatoire de l'humanitaire" [...], [*pour*] analyser avec le recul nécessaire les interventions humanitaires et militaires dans le monde ainsi que les approches médiatiques qui les accompagnent ». (**Centre national de coopération au développement** (CNCD), collectif des ONG belges francophones. Communiqué du 21/01/1997).

« Ce sont des réseaux commerciaux ou des services [*secrets*] qui décident de la politique française. Nous aimerions qu'il y ait en France des débats sereins mais publics afin que la politique algérienne de la France ne soit pas l'otage de ces lobbies. [...] [*La France*] a mobilisé la communauté internationale en faveur de l'Algérie au lieu de mettre des conditions politiques pour pousser le pouvoir à un processus démocratique [...]. Le régime a alors disposé d'un budget de guerre [...].

En réduisant l'Algérie à l'armée et aux GIA, on oublie l'existence d'une population et l'existence de forces démocratiques. Or, comment pouvons-nous faire échec au fanatisme islamiste si l'Occident donne le sentiment de se liguier contre la population algérienne en se faisant complice, par le silence, d'une politique de guerre qui n'a aucune chance d'arriver à une solution politique ? ». (**Hocine AIT AHMED**, Secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS) et l'un des protagonistes de l'indépendance algérienne. Conférence de presse à Rome, le 23/01/1997).

[*Nous avons plusieurs fois souligné (Billets, n° 21, 22, 28) l'ampleur des « prélèvements » sur les 5 à 6 milliards de francs d'aide financière française à l'Algérie, et sur la rente pétrolière. Les complicités françaises dans ces détournements interdisent à l'exécutif chiraquien de se dissocier d'une gestion « exterminatrice » de la guerre civile algérienne par le clan des officiers corrompus qui fit assassiner Mohamed Boudiaf. Le peuple algérien se retrouve broyé entre deux logiques de la terreur, suraiguës : celle d'une mafia qui veut le mater et celle qui, au nom de la « sainteté », veut l'envoyer tout droit au paradis*].

« Cette réforme [*de la justice proposée par Jacques Chirac*] ira à terme sans problème : s'il est question de limiter le pouvoir des juges et de la presse, il y aura un consensus au moins tacite de tous les partis, car chacun trimalle ses casseroles ». (**Maurice GOURDAULT-MONTAGNE**, Directeur de cabinet d'Alain Juppé, cité par *Le Canard enchaîné* du 22/01/1997).

« Je renonce à inviter chercheurs et enseignants [*africains*] pour leur épargner l'accueil humiliant à Orly ». (**Jean-François BAYART**, Directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), cité par *L'Express* du 26/12/1996).

A FLEUR DE PRESSE

Le Monde, Paris et Washington ont aplani leurs différends au sujet de l'Afrique et notamment du Zaïre, 17/01/1997 (Francis CORNU) : « Il semble qu'après avoir été, de façon importante, divergents, les points de vue américains et français sur la crise zaïroise se soient nettement rapprochés. Et cela grâce à une certaine évolution de la part des Etats-Unis, se plaît-on [...] à souligner à Paris. Mais les efforts conjoints de règlement politique au Zaïre et dans cette région d'Afrique n'apporteront qu'à terme une solution aux souffrances des réfugiés ».

[Et sans doute jamais un désastre politique zaïrois, cause majeure de l'implosion régionale, qui a multiplié les réfugiés et leurs souffrances. Pendant trente ans, Paris et Washington ont déployé des « efforts conjoints » pour expérimenter au Zaïre un nouveau système politique aux profits très sélectifs : le mobutisme, c'est-à-dire une anarchie soigneusement organisée, la stabilité dans le chaos. Les Etats-Unis commençaient d'en percevoir les excès, et les dangers. S'ils se rallient au philomobutisme chiraquien, le Zaïre n'est pas sorti de l'auberge].

Le Figaro, Afrique : le nouvel empire des mercenaires, 15/01/1997 (Caroline DUMAY) : « *Executive Outcomes*, en langage militaire "mission accomplie", est une entreprise qui a pignon sur rue à Pretoria. [...] De la formation aux hélicoptères de combat aux techniques de guérilla, la luxueuse brochure de la compagnie sud-africaine offre tout ce qui peut faire rêver des armées africaines en déroute. [...]

Eeben Barlow, le directeur [...], partenaire privilégié d'une poignée de chefs d'Etat africains, [...] connaît sur le bout des doigts tant la question des diamants que les problèmes posés par la gestion d'une multinationale. Normal : Eeben Barlow dirige un empire tentaculaire dont les ramifications s'étendent à toute l'Afrique, un empire assis sur la guerre, le chaos et les richesses naturelles d'un continent à la dérive. [...]

L'année 1996 aura rapporté à *Executive Outcomes* plus de 50 millions de dollars. Mais Eeben Barlow [...] garde le profil bas. Il dément avec véhémence toutes les allégations selon lesquelles ses hommes seraient partie prenante d'un quelconque conflit en Afrique centrale. Pourtant, le recrutement continue. Au cœur de la capitale sud-africaine, *Executive Research Association* (ERA) recherche maintenant 500 hommes prêts à partir [...]. Pour les services secrets sud-africains, ERA est une société-écran d'*Executive Outcomes* [...].

C'est en Angola qu'*Executive Outcomes* acquiert ses lettres de noblesse. A l'aide d'une petite vingtaine de recrues, les Sud-Africains s'emparent des champs pétroliers de Scyo, tout juste conquis par l'Unita de Jonas Savimbi [longtemps soutenue par les commandos sud-africains...]. [...] Le gouvernement angolais est si impressionné qu'il leur propose, en juin 1993, un premier contrat de 40 millions de dollars [...].

Le 1^{er} mars 1995, Eeben Barlow a créé *Strategic Resource Corporation* (SRC), un holding, [...] écran parfait pour masquer l'explosion des sociétés sœurs d'*Executive Outcomes* [...]. [Une] filiale de SRC [...] assure la privatisation de l'aéroport de Luanda. [...] En mai 1995, les troupes d'*Executive Outcomes* aident l'armée sierra-léonaise à repousser les rebelles [...] [et se font] payer en diamants. [...]

Pour brouiller les pistes, les sièges sociaux sont dispersés à travers le monde, les transactions financières passent par Hongkong. Les noms des sociétés changent régulièrement.

[...] Graham B. [...], ingénieur mécanicien, [...] [a été] recruté en janvier 1996 pour le compte de *Simba Airlines*, une société kenyane associée à *Ibis Air*, le bras aérien d'*Executive Outcomes*. "[...] Les gens à qui j'avais affaire m'expliquaient que l'homme blanc était en train de reconquérir l'Afrique. Qu'ils avaient tout : des banques, des avions, des cliniques, des mines, et j'en passe ! [...] Ces prétendus hommes d'affaires avaient la protection de Raymond Moi, le fils du président kenyan, qui venait toujours au bureau". [...]

En Ouganda, les affaires d'Eeben Barlow [...] [vont de] la prospection pétrolière [...] à l'exploration des ressources aurifères. [...] *Branch Mining* [filiale minière de SRC] a offert 25 % de ses parts au demi-frère du président Museveni [...], [qui] a permis aux mercenaires sud-africains de disposer d'une base logistique idéale, [...] la seule de la région à disposer d'une piste d'atterrissage de deux kilomètres de long. [...] En trois ans, [...] "la firme" a été approchée par au moins 34 pays. [...]

"Le montage est remarquable. Rien à voir avec la génération des Bob Denard, que nous finissions toujours par contrôler", note-t-on dans les services de renseignement français. [...]

A Pretoria, le gouvernement de Nelson Mandela se déclare "extrêmement préoccupé". [...] Le Parlement sud-africain devrait donc voter début février une loi antimercenaire. [...] "Nous ne craignons rien, déclare Eeben Barlow [...]. Trois pays africains nous ont déjà offert leur citoyenneté. [...]

Certains le comparent à Cecil Rhodes [...]. Mais Eeben Barlow a changé d'échelle : son domaine africain, il se le taille avec des hélicoptères de combat ».

[On notera au passage l'aveu de la DGSE : "Nous finissions toujours par contrôler" Bob Denard. La France doit donc assumer l'ensemble de l'œuvre de BD. L'article ne dit pas que les réseaux français, à commencer par celui de Jacques Foccart, fonctionnent depuis quarante ans sur le schéma que paraît inventer Eeben Barlow. Mais ces réseaux ont vieilli. Ils sont plus impressionnés par le dynamisme d'*Executive Outcomes* que par son manque de scrupules...].

Spectacles (Lettre de l'Institut du monde arabe), *Prélude*, 01/1997 : « Pays le plus africain du monde arabe, le Soudan est l'exemple parfait d'une coexistence harmonieuse de plusieurs cultures et religions ».

[Le Directeur de Spectacles et Président de l'IMA, l'ancien ministre RPR Camille Cabana, adjoint de la Ville de Paris, pourrait ajouter dans la même veine : « La politique africaine de Jacques Chirac, comme sa gestion parisienne, sont l'exemple parfait de la transparence et du désintéressement »].

Histoire contemporaine : Quand la Françafrique foccartienne intervenait au Biafra (1967-70)...

Voici 30 ans, le Nigeria entrait dans une terrible tragédie. Les luttes de pouvoir ayant dégénéré en pogroms interethniques, certains leaders Ibo, emmenés par le lieutenant-colonel Ojukwu, engagèrent la sécession de leur région d'origine, le Sud-Est, qu'ils dénommèrent Biafra. Une sécession à forts relents pétroliers, puisqu'il s'agissait de la principale zone de production nigériane.

Le tandem français Foccart-Houphouët sauta sur ce qui lui parut une magnifique opportunité : on pouvait à la fois diviser le Nigeria, géant anglophone toisant des voisins francophones dix fois moins peuplés, et permettre à Elf, filiale pétrolière des services secrets foccartisés (cf. la "confession" de Loïk Le Floch-Prigent, in *Billets* n° 42), de damer le pion aux majors anglo-saxonnes.

Résultat : alors que la sécession, proclamée en mai 1967, était en passe d'être réduite, les mercenaires, les armes et les fonds secrets français prolongèrent durant 30 mois une effroyable guerre civile, qui fit un million de morts.

Le Français Jacques Batmanian était à l'époque conseiller du président ivoirien Houphouët-Boigny, partenaire africain privilégié de Jacques Foccart. Grâce à un accès direct aux archives ivoiriennes, il put dès 1973 rédiger une thèse (non diffusée) sur *La politique africaine d'Houphouët-Boigny*. Sous le pseudonyme de Jacques Baulin, il publia en 1980 un condensé de cette thèse. Pour ceux qui n'ont connu la guerre du Biafra qu'à travers la télévision française, la lecture du chapitre consacré à cette tragédie est décourageante.

Surtout, le savant mélange de manipulation de l'information, de recrutement de mercenaires, de trafics d'armes et de mobilisation humanitaire reste d'une actualité flagrante. Au centre de l'Afrique aussi se prépare une guerre civile par mercenaires interposés ; l'état-major français vient de créer un « Bureau d'action psychologique » et d'en tester les méthodes, en Guyane, sur une douzaine de journalistes (cf. *Salves*) ; le « militaro-humanitaire », où se mêlent inextricablement la logistique de la guerre et de la compassion, est plus tentant que jamais ; et Jacques Foccart surplombe toujours la Françafrique...

Il nous fallait donc fournir aux lecteurs de *Billets d'Afrique* quelques extraits de cette histoire très contemporaine...¹

1. Extraits de Jacques Baulin, *La politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Eurafor-Press, 1980. Les extraits du livre sont entre « ». Les citations de Jacques Baulin sont entre " ".

Dès le début du conflit un avion de bombardement B26 a "été fourni par l'armée française" et "illégalement acheminé à Enugu, capitale du Biafra, par un équipage français" (communiqué de l'ambassade des USA à Lagos, cité par *Le Monde* du 17/07/67).

« Selon la radio nigériane, une convention - dont les photocopies seront distribuées aux correspondants de presse étrangère - avait été signée entre un représentant biafrais, M. Francis Chuchuka Nwokedi, et deux délégués de la Banque Rothschild de Paris. Aux termes de cet accord, cette dernière recevrait les droits exclusifs d'extraction de différents minerais solides, liquides et gazeux, contre versement immédiat de 6 millions de livres ».

"Les commandos qui [...], en provoquant la guerre civile, ont mis les Anglo-saxons dans le pétrin ont été entraînés et conseillés par des Européens qui ressemblent à s'y méprendre à des barbouzes français dépendant de Jacques Foccart, secrétaire général à la Communauté et à l'Élysée" (*Le Canard enchaîné*, 23/08/67).

Après la défaite du Biafra, *Le Canard enchaîné* écrira : "Au printemps 1967 [alors que le leader Biafrais Ojukwu parle de faire sécession], les services de la Communauté du cher Jacques Foccart sont à pied d'œuvre [...]. Les contacts avec Ojukwu sont vite pris. Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire et grand féal de De Gaulle s'en occupe personnellement. Foccart a, à Abidjan, un de ses hommes de confiance, [Jean] Moricheau-Beaupré, lequel dispose de moyens très importants". Il coordonnera l'ensemble des opérations d'aide française au Biafra sous le nom de "Monsieur Jean". C'est à lui que se réfère Roger Delouette, alias Delore, un ingénieur agronome envoyé en mission en Côte d'Ivoire, chargé d'y contrôler secrètement les transports d'armes vers le Biafra au début de l'hiver 1969-70. Roger Delouette sera arrêté aux Etats-Unis le 5 avril 1971 en possession de 44 kilos d'héroïne et d'un carnet d'adresses instructif (selon *L'Express* du 13/12/71).

[Décédé à Abidjan en novembre 1996, Jean Moricheau-Beaupré a récidivé au Libéria en soutenant la rébellion de Charles Taylor (*Le Nouvel Afrique-Asie*, 01/1997). Les liens entre les trafics d'armes, de drogue, et les services secrets sont un grand classique].

« *Le Canard enchaîné* publiera encore le fac-similé d'une lettre de M. Delaunay, alors ambassadeur de France à Libreville, adressée au lieutenant-colonel Ojukwu et lui recommandant, le 27 octobre 1967, "le colonel Fournier et ses trois collaborateurs", tous appartenant au SDECE [ancêtre de la DGSE] ».

C'est Félix Houphouët-Boigny et Jacques Foccart qui, de concert, ont convaincu, voire "contraint" (selon le chargé d'affaires du Biafra à Paris, Ralph Uwechue) le général De Gaulle de soutenir le Biafra. Arguments : le ressentiment (le Nigeria avait rompu les relations diplomatiques avec la France lors des essais nucléaires de la France au Sahara) ; l'anglophobie bien connue du général ; l'envie d'affaiblir un pays potentiellement surpuissant face à ses voisins du "pré carré", plus petits et plus faibles. Selon Philippe Decraene, la Fédération du Nigeria constituait "un pôle d'attraction dans le golfe du Bénin. A terme, cette situation pouvait être préjudiciable à l'équilibre politique de tout l'Ouest africain" (*Le Monde*, 01/11/68).

Selon le mercenaire Rolf Steiner (*Carton rouge*, Robert Laffont, 1976), les livraisons d'armes massives, après les premiers succès de l'armée fédérale, ont commencé le 13/07/68, avec l'atterrissage à Uli (Biafra) "du premier avion français chargé de munitions [...] venant du Gabon". Selon les journalistes Claude Brovelli et Jean Wolf (*La guerre des rapaces*, Albin Michel), "fin août 1968 [...] les armes affluent de l'autre côté [biafrais]. Des dizaines d'avions déversent sans arrêt des tonnes de matériel militaire sur les deux aérodromes - deux morceaux de route droite - que les Biafrais peuvent encore utiliser. L'avance fédérale est stoppée brutalement. A Lagos, on manifeste contre la France [...]. Il en viendra 1 000 tonnes [d'armes et de munitions] en deux mois !". C'est un véritable pont aérien depuis Libreville et Abidjan. *The Guardian* parle de 30 tonnes par jour. Le 8 octobre 1967, le lieutenant-colonel Ojukwu déclare au quotidien ivoirien *Fraternité-Matin* qu'en cette période, il y a "plus d'avions atterrissant au Biafra que sur n'importe quel aérodrome d'Afrique à l'exception de celui de Johannesburg". Une dépêche d'Associated Press rapporte, le 16 octobre : "Chaque nuit, des pilotes mercenaires transportent de Libreville au Biafra une vingtaine de tonnes d'armes et de

munitions de fabrication française et allemande. De bonne source, on précise que ces envois sont effectués via Abidjan, en Côte d'Ivoire [...]. Les avions sont pilotés par des équipages français et l'entretien est aussi assuré par des Français".

Michel Honorin, de l'agence *Gamma*, a séjourné au Biafra en compagnie de mercenaires. Il décrit l'arrivée "de trois à six avions chaque soir au Biafra [...]. Une partie des caisses, embarquées au Gabon, portent encore le drapeau tricolore et l'immatriculation du ministère français de la Guerre ou celle du contingent français en Côte d'Ivoire" (*Jeune Afrique*, 23/12/68).

Cet afflux d'armes aux Biafrais débouche « sur la prolongation de la lutte, c'est-à-dire l'effusion de sang ».

« Durant l'été 1968, la France accentue son soutien diplomatique aux sécessionnistes biafrais. Le Président de la République intervient personnellement - alors que Nigériens et Biafrais sont en pleine négociation à Addis-Abeba. Pour l'éditorialiste du *New York Times*, "l'intervention du général de Gaulle a tout au moins accru l'intransigeance biafraise à la Conférence d'Addis-Abeba, faisant échouer ainsi ce qui est probablement la dernière chance de mettre un terme à un sanglant jeu militaire qui pourrait être un suicide pour les Biafrais" ».

« La propagande pro-biafraise, en réussissant à sensibiliser l'opinion publique mondiale, jouera elle aussi un rôle de tout premier plan dans la prolongation de la lutte armée. [...] En ce qui concerne la France, M. Ralph Uwechue, alors délégué du Biafra à Paris, parle de "conquête de l'opinion publique" française.

Cette action psychologique fut menée, de main de maître, par la société *Markpress* [basée à Genève]. Les "actions de presse" de cette agence de publicité entre le 2 février 1968 et le 30 juin 1969, groupées dans une "édition abrégée", comprennent, en deux volumes, quelque 500 pages de textes, articles, informations, etc. Grâce à cette propagande, les thèses biafrais tiennent le haut du pavé, tandis que la voix de Lagos restera inaudible et ses arguments inconnus. Plusieurs thèmes seront développés.

D'abord, celui du génocide.

Pour y couper court, le gouvernement [nigérian] acceptera, dès septembre 1968, l'envoi d'une équipe internationale d'observateurs chargée d'enquêter sur ces accusations. Personne n'attachera pourtant foi à son rapport, concluant, à l'unanimité, que "le terme de génocide est injustifié" ; et pourtant, parmi ses quatre membres, se trouvaient un général canadien, un général suédois, sans compter un colonel polonais et un général anglais. M. Gussing, représentant de M. Thant [secrétaire général de l'ONU] au Nigeria, ne sera pas cru, lui non plus, quand il affirmera n'avoir trouvé aucun cas de génocide "à l'exception peut-être de l'incident d'Ogikwi".

Deuxième argument-choc de la propagande biafraise, la famine. [Le mercenaire] Rolf Steiner met en relief l'impact [...] du tapage organisé autour des enfants biafrais : "La stupide sensibilité blanche, écrit-il, ne réagissait en définitive qu'aux malheurs atteignant les jolis petits minois". [La famine] sévit effectivement dans la zone contrôlée par les sécessionnistes. Or, le gouvernement fédéral avait proposé la création d'un couloir terrestre pour ravitailler la zone tenue par le régime biafrais. Le colonel Ojukwu avait rejeté cette solution, car "accepter des secours ayant transité à travers le territoire fédéral équivaldrait à reconnaître qu'ils sont effectivement encerclés et qu'ils ne doivent leur survie qu'à la mansuétude des fédéraux" (*Fraternité-Matin* du 23/07/68).

La famine étant bien devenue un paramètre à contenu politique, le gouvernement fédéral se résigne donc à la création d'un pont aérien diurne. Mais cette suggestion, elle aussi, sera rejetée, car si elle avait été acceptée, il serait devenu clair que les vols nocturnes servaient au seul ravitaillement en armes et munitions. Les autorités fédérales auraient eu les coudées plus franches pour l'entraver. Et pourtant, "les garanties militaires exigées par les Biafrais [avaient] toutes été accordées" par le gouvernement fédéral (Déclaration du Premier ministre canadien Pierre-Elliott Trudeau, 27/11/69).

La guerre de religion [de musulmans s'apprêtant à exterminer 14 millions de chrétiens biafrais] constitue le troisième thème de la propagande [...]. Bien entendu, l'opinion publique mondiale ignore que neuf des quinze membres du Conseil exécutif fédéral de Lagos sont chrétiens. [...]

Le quatrième argument utilisé sera celui du refus du Nigeria d'une solution négociée [...] face à Ojukwu s'en tenant strictement à la reconnaissance préalable de l'indépendance.

L'héroïsme du soldat biafrais constitua le cinquième argument [...]. Et pourtant ces conscrits biafrais sont "pourchassés jusque dans leurs cachettes par les sergents recruteurs une baguette à la main" et "certaines unités biafraises étaient chargées de découvrir et d'exécuter immédiatement les hommes qui tentaient de se soustraire au service dans les forces armées" (AFP, 15/07/69 et 16/01/70). [...]

Même les mercenaires sont pleinement réhabilités et retrouvent une virginité toute neuve. [...]

Images d'Épinal également en ce qui concerne les pilotes de la "Croix-Rouge française". Le plus prestigieux d'entre eux, le commandant Roger Morançay, est basé à Libreville, au Gabon. [...] Bernard Ullmann, envoyé spécial de l'AFP à Libreville, câblera le 21 janvier 1970 à son agence qu'un chef de bord touchait en plus de son salaire de 3 000 dollars par mois [...], plus de 750 dollars pour chaque atterrissage en territoire ibo. Selon tous les observateurs, durant cette période, la plupart des pilotes faisaient deux allers-retours par soirée. Pour des raisons humanitaires. [...]

Une grande campagne de collecte de fonds est lancée avec l'appui de l'O.R.T.F. et du gouvernement français. "Pour galvaniser la générosité des Français en faveur du Biafra, un commentateur a touché 30 000 francs" (*L'Express*, 17/04/72) ».

Pour diversifier les sources d'approvisionnement et intensifier les livraisons, les deux piliers africains du soutien au Biafra, les présidents gabonais et ivoirien Bongo et Houphouët-Boigny, organisent "une coopération secrète avec la France, l'Afrique du Sud, le Portugal [encore en pleine guerre coloniale] et la Rhodésie, pour l'envoi de matériel de guerre au Biafra" (*Le Nouvel Observateur*, 19/01/70).

Le commandant Bachman, officier suisse, déclare tranquillement à la *Feuille d'avis* de Lausanne "être parti pour le Biafra sous le pavillon de la Croix-Rouge" et y avoir livré des armes. Le pilote suédois Carl-Gustav von Rosen, qui mène des attaques aériennes pour le compte des sécessionnistes, indique au *Monde* (29/05/69) qu'il dispose de cinq avions Saab "équipés pour le combat, sur une base aérienne militaire proche de Paris".

"Les avions qui transportent des armes [...] atterrissent de nuit sur l'aérodrome d'Uli plus ou moins sous la protection des avions d'aide humanitaire" (AFP, 13/07/69).

[Les richesses du Zaïre étant aussi grandes que celles du Nigeria, on imagine sans peine que les roués de la Realpolitik française abuseront à nouveau des ficelles de la propagande et des camouflages humanitaires. A propos de la création d'un « Bureau d'action psychologique » rattaché à la Direction du renseignement militaire (DRM), un officier français confiait au Canard enchaîné (22/01/1997) : « C'est le retour [...] des coups tordus, de la désinformation, de la manipulation comme du temps de la guerre d'Algérie »].

